À travers le monde

Une crise économique d'une réelle gravité agite en ce moment l'Angleterre tout entière et, d'un côté comme de l'autre, ou reconnaît parfaitement que l'on se trouve en face d'un problème qui pour avoir des analogies un peu dans tous les pays du monde, n'en est pas moins un problème national que la nation entière et surtout les gros bourgeois exploiteurs anglais prendront certainement en considération en lui accordant toute leur attention, pour empêcher l'Empire britannique de subir le sort de l'Empire des Czars de toutes les Russies.

Parmi les revendications des prolétaires des grandes nations, celles du prolétariat anglais nous apparaissent comme étant les plus intéressantes. En effet, les travailleurs organisés du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne demandent non seulement des augmentations de salaires et la diminution des heures de travail, mais aussi la diminution du prix de vente des différents produits du commerce et de l'industrie. Ainsi, par exemple, les mineurs veulent non seulement la journée de six heures et une augmentation assez élevée de leurs salaires, mais ils insistent pour que le prix de vente du charbon soit considérablement diminué, cela sans que l'État soit obligé d'accorder des subventions colossales aux puissantes compagnies minières. Toutes ces revendications sont appuyées par les chiffres d'éminents techniciens appartenant au parti ouvrier ou sympathisant avec lui.

Le Gouvernement britannique vient de consentir à ces mêmes compagnies, une augmentation considérable du prix du charbon. Le parti ouvrier a protesté, affirmant que ce n'était là qu'une manœuvre politique de la part du Gouvernement pour discréditer le parti travailliste, qui aspire au pouvoir et se croit sur le point d'y arriver. Ce parti, comme on le sait, vient d'adopter comme tactique nouvelle, l'action directe qui, jadis, était dénoncée comme une arme purement anarchiste; mais

les chefs ouvriéristes s'empressent de déclarer bien haut qu'ils ne se serviront de cette nouvelle arme que dans un but politique, et pour une politique favorable à la nation et au grand Empire britannique.

Le programme de ce parti, unique au monde et dont la puissance est incontestablement grande, est très large et contient certains points que les révolutionnaires de toutes nuances ne peuvent qu'approuver, d'autant mieux que les ouvriéristes n'ont aucune prétention à la panacée universelle, leur devise est: «davantage de liberté, davantage de bien-être pour la classe ouvrière et pour tous les peuples qui vivent sous l'*Union Jack* — nom du drapeau britannique. —» Il est un point de leur programme qui doit tout particulièrement attirer notre attention: c'est la question antimilitariste.

Il est facile de comprendre combien les travaillistes sont partisans du retrait des troupes britanniques du front russe; mais ce qui les peine le plus et nous comprenons cela, c'est la conscription. Le Gouvernement de Lloyd George avait promis que cette mesure si antibritannique et qui n'avait été adoptée que pour la durée de la guerre, serait abrogée peu après l'armistice, que seuls des volontaires resteraient sous les armes. Mais malgré tous les efforts que la Grande-Bretagne a pu faire, malgré les promesses les plus alléchantes, le peuple britannique a prouvé plus que tout autre peuple qu'il avait réellement une aversion et un dégoût profond pour le métier des armes: les volontaires font défaut, et ceux-là même que l'on considérait comme les piliers de l'armée ne veulent plus vivre de ce métier de paresse qu'est celui de soldat; la nourriture saine et abondante, la solde égale à la moyenne des salaires des ouvriers des usines ne les tentent pas du tout.

Durant la guerre et depuis l'armistice, on a maintes fois reproché aux délégués unionistes et ouvriéristes de trop parler et de trop agir au nom de leurs commettants sans en avoir au préalable reçu mandat. Ainsi, par exemple, le retrait des troupes du front russe, quel rapport cela peut-il bien

avoir avec les revendications des trade-unions? — Si les trade-unionistes étaient consultés, quelle serait leur réponse? — On a donc conclu à la nécessité d'un referendum ou d'un plébiscite parmi les membres de ces unions. La triple alliance industrielle annonce, en cette occasion, avoir comme membres les chiffres suivants: mineurs, 700.000; cheminots, plus de 400.000; travailleurs du transport, plus de 300.000.

Qu'est-ce que cette triple alliance? Ce sont trois fédérations qui se sont liées entre elles par une sorte de pacte avec un Comité Central ayant plein pouvoir de déclarer la grève générale en cas d'urgence, sans être obligé d'en référer directement aux membres de ces associations.